



Construire une paix durable en Birmanie



KESAN

Les Parcs de la paix, un outil d'autodétermination politique

Première zone autochtone protégée et conservée, le Parc de la paix du Salouen (PPS) est un vibrant exemple d'autodétermination de la base. Contrastant vivement avec la lourde centralisation et la militarisation typiques des structures de gouvernance en Birmanie, le Parc de la paix est axé sur les personnes et mené par la collectivité. Géré par une structure démocratique équilibrée sur le plan des sexes, il affirme le droit inhérent – et la responsabilité – du peuple karen de gouverner les terres qui lui appartiennent.

Le Karen Environmental and Social Action Network (KESAN), homologue de longue date d'Inter Pares, a joué un rôle central dans la création du Parc de la paix du Salouen. Pendant des années, KESAN a soutenu la mobilisation de la base; facilité les consultations communautaires; proposé des structures de gestion démocratiques; et partagé les leçons des zones autochtones protégées ailleurs dans le monde, notamment au Canada. Pour accroître l'impact potentiel du projet, KESAN met présentement en contact des leaders du Parc de la paix du Salouen avec d'autres collectivités **PAGE 4 ▶**

Des millions de Karens et de membres d'autres peuples autochtones ont besoin du Salouen pour leur souveraineté alimentaire, leurs moyens de subsistance, leurs déplacements et leurs pratiques spirituelles.

DANS CETTE ÉDITION

DANS LEURS MOTS :
DES MÉDIAS
AUTOCHTONES
INDÉPENDANTS
EN BIRMANIE

VISION
TRANSFORMATRICE
POUR UNE JUSTICE
DE GENRE

Dans leurs mots : des médias autochtones indépendants en Birmanie



KACHIN NEWS GROUP

Le Kachin News Group mène une entrevue au bord de la rivière Irrawaddy, considérée comme le berceau des Kachins, l'un des peuples autochtones les plus importants de Birmanie.

Dans un pays où l'information a longtemps servi d'outil de propagande pour étouffer la dissidence, les médias autochtones utilisent efficacement le pouvoir de l'information pour exposer l'injustice.

« Le ministère de la SWRR poursuit l'aide humanitaire dans les camps de personnes déplacées (PDI). » « On manque d'eau pour se laver les mains », affirment les camps de PDI kachin aux prises avec la COVID-19. » La différence frappante entre ces deux manchettes témoigne du gouffre qui sépare les médias subventionnés par l'État et Burma News International (BNI), une association de médias

autochtones indépendants appuyée par Inter Pares.

La liberté de presse se bute à d'importants obstacles en Birmanie. Des journalistes se font arrêter, on les accuse d'enfreindre les lois de la censure et on va jusqu'à les torturer; deux rédacteurs de BNI sont présentement visés par des mandats d'arrestation. L'interdiction d'internet

dure depuis des mois dans les États d'Arakan et de Chin, ravagés par la guerre, et cela fait craindre que l'armée camoufle des preuves de génocide et de crimes de guerre. Plus tôt cette année, le gouvernement a bloqué des centaines de sites de nouvelles en ligne – dont trois de BNI – prétextant qu'ils diffusaient des fausses nouvelles et ordonné aux fournisseurs

internet d'annuler des millions de cartes SIM en pleine crise du coronavirus.

Dans ce contexte difficile, BNI regroupe des médias indépendants de tout le pays. L'information est diffusée dans les langues autochtones, par et pour les peuples autochtones, qui représentent 40% de la population du pays. Les nouvelles reflètent leurs réalités et leurs points de vue sur l'actualité, deux éléments qui font cruellement défaut aux médias étatiques et corporatifs. On publie aussi en anglais sur internet pour que l'information atteigne des auditoires non autochtones.

Certains membres de BNI impriment les nouvelles locales pour les Autochtones qui vivent dans des zones rurales où la connexion est faible. Plusieurs animent conjointement Ethnic-Language Television (ELTV), une émission de télé national qui apporte les nouvelles, les langues et les points de vue autochtones dans les foyers de tout le pays. À l'heure où l'État mène un projet d'assimilation nationale, ELTV met en lumière la diversité de la Birmanie et affirme par son existence même que les peuples autochtones font partie des débats nationaux.

C'est toutefois dans la liberté offerte par internet que les membres de BNI peuvent frapper le plus fort. Libérés de la surveillance et de la censure de l'État, ils exposent les violations des droits de la personne commises contre les Autochtones. Dans un pays où l'information a longtemps servi d'outil de propagande pour étouffer la dissidence, les médias autochtones utilisent efficacement le pouvoir de l'information pour exposer l'injustice.

Les membres de BNI ont cessé d'espérer que le nouveau gouvernement qui a remplacé la dictature améliore l'accès à l'information. Néanmoins, ils persistent – testant de nouveaux canaux de communication; formant des journalistes, notamment des jeunes femmes; et plaidant pour la liberté de presse. Et surtout, ils continuent à produire des nouvelles, pour affirmer leur conviction que la meilleure façon de combattre l'injustice, c'est de la dévoiler. ☎

Vision transformatrice pour une justice de genre

PAR REBECCA WOLSAK, GESTIONNAIRE DE PROGRAMME

Nous sommes un petit groupe, surtout des femmes, assises dans la chaleur de l'après-midi de l'ouest de la Birmanie. Pour nous raconter son histoire, Khin* a marché deux jours sur de rudes chemins de montagne. D'une voix déterminée, elle raconte les sévices qu'on lui a infligés et sa peur d'en parler. Elle parle du moment où elle a réalisé que d'autres femmes du village partageaient la même peur. Khin nous explique comment cela a déclenché un processus lent et prudent en vue de mobiliser les femmes autochtones et créer des espaces où elles puissent se soutenir entre elles.

Malgré le patriarcat qui règne dans leurs villages isolés, Khin et ses collègues ont obtenu des résultats stupéfiants. Elles ont sondé plus de 3000 personnes sur la violence familiale et discuté des lois coutumières dans le domaine. Les femmes ont ensuite plaidé avec succès pour une modification des lois, notamment le droit des filles à l'héritage familial.

Nos partenaires en Birmanie sont des organisations locales de confiance, qui utilisent une approche intégrée pour aider des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants à mener une vie plus sûre et plus saine.

À l'autre bout de la Birmanie, une autre organisation de femmes appuyée par Inter Pares travaille à améliorer les lois locales, à partir du même constat issu de son travail d'appui en situation de crise. À la suite de ses interventions, l'appareil de gouvernance autochtone a adopté en 2019 une réforme en profondeur des lois pénales afin que la justice respecte davantage les droits des femmes, prévoyant entre autres des sanctions plus sévères en cas de violences physiques ou sexuelles.

Ces efforts en vue de fournir un espace sûr, d'offrir du soutien d'urgence et de plaider pour le changement s'inscrivent dans la collaboration d'Inter Pares avec de nombreuses organisations locales de toute la Birmanie qui

œuvrent à la promotion de la santé et des droits reproductifs et sexuels. Des organisations autochtones de la santé jouent aussi un rôle central, par la formation de sages-femmes et d'accompagnatrices traditionnelles à la naissance, et les services de planification familiale. Elles ont amorcé l'élaboration d'un cursus d'éducation sexuelle, de concert avec du personnel enseignant local. À l'heure où l'on redoute à juste titre un nettoyage ethnique, tout travail relatif aux droits reproductifs doit émaner du milieu et se faire avec la plus grande prudence.

À Inter Pares, nous reconnaissons que l'intersectionnalité des enjeux relatifs à la santé et aux droits reproductifs exige un éventail d'interventions. Nos partenaires en Birmanie sont des organisations locales de confiance, qui utilisent une approche intégrée pour aider des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants à mener une vie plus sûre et plus saine. C'est un honneur pour nous d'accompagner ces activistes, ces travailleurs sociaux et ces fournisseurs de soins de santé dans leur travail en vue de changer la culture et le système. Ils partagent avec nous une vision transformatrice pour une justice de genre. 



Consultation communautaire sur la rédaction d'une loi sur la violence faite aux femmes.



Des femmes discutent et recensent leurs activités de subsistance.

*En raison des risques auxquels s'exposent les activistes et la société civile en Birmanie, des noms ont été modifiés ou omis pour des raisons de sécurité.

Les Parcs de la paix, un outil d'autodétermination politique

Suite de la page 1

autochtones en Birmanie qui voudraient elles aussi créer leur parc.

Situé dans l'une des zones les plus biodiversifiées de l'Asie-Pacifique, le parc fait 5485 km² et comprend plus de 340 villages, 226 *kaw** délimités, 27 forêts communales, quatre réserves forestières et trois sanctuaires fauniques. Malgré son nom ambitieux, le Parc de la paix n'est pas exempt de violence : offensives militaires, déplacements

forcés, confiscation généralisée des terres et extraction des ressources. Féroce opposé au type de développement choisi par les collectivités touchées, le gouvernement central veut ériger des mégabarrages désastreux sur le fleuve Salouen, le plus long fleuve à écoulement libre qui reste encore en Asie du Sud-Est.

Le Parc de la paix du Salouen est plus qu'un projet de conservation. C'est un mécanisme politique en vue de bâtir une paix durable, préserver les terres et la viabilité environnementale, et sauvegarder l'identité culturelle. Il exprime l'autodétermination de l'inté-

rieur, embrassant et affirmant les valeurs des Karens et leur conception du monde, ainsi que leur désir de coexistence pacifique.

Il y a longtemps que les peuples autochtones de la Birmanie luttent pour une gouvernance décentralisée sur leur territoire – en éducation, en santé ou pour la gestion des terres et des ressources naturelles.

« La charte [du Parc de la paix du Salouen] enchâsse le droit du peuple autochtone karen à l'autodétermination quant au mode de gestion et de gouvernance de ses ressources naturelles et ses terres, et à l'orientation du développement durable de ses collectivités. »

(Introduction de la charte du PPS)

L'autodétermination est au cœur des droits des peuples autochtones – le droit de tous les peuples de façonner leur développement économique, social et culturel. Cela comprend la capacité pour les peuples autochtones de Birmanie d'obtenir : des services médicaux culturellement appropriés dans leur langue; des titres de propriété qui reflètent des siècles de pratiques coutumières ; et un développement holistique incluant un environnement sain, des moyens de subsistance durables et la survivance de leur culture.

À Inter Pares, nous voyons l'impact dévastateur de la violation des droits des peuples autochtones au Canada. Fidèles à nos principes de solidarité, nous facilitons les contacts entre activistes autochtones du monde entier afin qu'ils tissent des liens et échangent des approches sur leurs causes communes. Ici au Canada comme ailleurs dans le monde, on reconnaît de plus en plus que les zones protégées en territoire autochtone sont un élément essentiel de la conservation de nos écosystèmes, de l'atténuation des changements climatiques et de la réalisation de la souveraineté autochtone. C'est pour nous un honneur de soutenir nos partenaires dans ces projets. 

**Kaw* est le terme karen utilisé pour les *terres coutumières* – les territoires reconnus des collectivités locales qui en assurent la gestion.



Photo du haut : La représentante de l'Organisation des femmes karen (KWO) signe la charte du Parc de la paix du Salouen dans le district de Mutraw de l'État Karen.

Photo du bas : Le projet de PPS mené par la collectivité démontre comment le peuple autochtone karen peut assurer la gestion durable de ses terres, ses forêts et ses eaux, tout en protégeant les espèces menacées.

Inter Pares tient à remercier Affaires mondiales Canada pour son soutien financier à notre programme pour la Birmanie.



INTER PARES

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) K1N 6P1 Canada

Tél : 613-563-4801 ou 1-866-563-4801 (sans frais) • Téléc : 613-594-4704 • info@interpares.ca • www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les inégalités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

ISSN 0715-4267 • Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1
La publication de ce Bulletin est subventionnée par Affaires mondiales Canada.

 Affaires mondiales
Canada